

## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil d'Orientation et de Surveillance

Séance du 30 septembre 2021

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance de la Caisse de Crédit Municipal de NANCY s'est réuni le 30 septembre 2021 à 17h30 sous la présidence de Monsieur Jean-Philippe BOLLE.

**Présents :** Mme Nadège Nicolas, M. Jean-Philippe BOLLE, M. Arnaud BERNEZ (en visioconférence), Mme Estelle MERCIER, M. Nathan ROY, M. Michel FICK

**Absent(es) excusé(es) :** M. Mathieu KLEIN, Mme Florence LEGROS, Mme Sylvie BABIGEON

**Nombre d'administrateurs en exercice :** 9 – Le quorum (2/3 des membres présents ou représentés) étant atteint.

**Ont donné pouvoir :**

Mme Sylvie BABIGEON à M. Jean-Philippe BOLLE

M. Mathieu KLEIN à Mme Estelle Mercier

Mme Florence LEGROS à Mme Nadège Nicolas

**Secrétaire de séance :** M. Michel FICK

**Objet : Election du Vice-Président du Conseil d'Orientation et de Surveillance**

Vu le code monétaire et financier, et notamment l'article R514-28, « Le conseil d'orientation et de surveillance élit un vice-président à la majorité absolue de ses membres en exercice ».

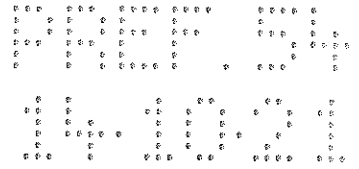
Vu la délibération n°53 du Conseil Municipal de la Ville de Nancy en date du 27 septembre 2021, portant désignation des représentants de la Ville de Nancy au sein du conseil d'orientation et de surveillance du Crédit Municipal de Nancy,

Vu l'article R514-29 précisant qu'en l'absence du président, la présidence est assurée par le vice-président ou, en cas d'absence de ce dernier, par le plus ancien des membres du conseil présent et, en cas d'égalité d'ancienneté entre eux, par le plus âgé.

Vu la démission de Madame Muriel COLOMBO de sa fonction de Vice-Présidente du Conseil d'Orientation et de Surveillance du Crédit Municipal de Nancy,

Madame Nadège NICOLAS se porte candidat à la vice-présidence du Conseil d'Orientation et de Surveillance du Crédit Municipal de Nancy.

Sa candidature est soumise au vote.

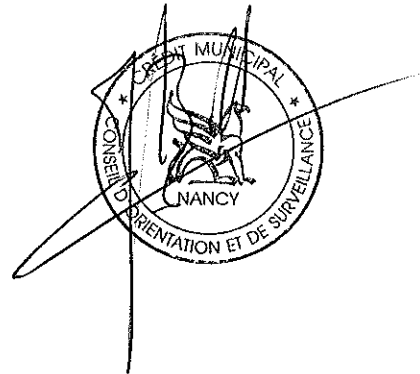


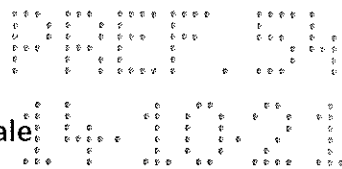
Après avoir délibéré à l'unanimité, le conseil d'orientation et de surveillance

Approuve la nomination de Madame Nadège NICOLAS à la Vice-Présidence du Crédit Municipal de Nancy.

*Pour extrait conforme,*  
Jean-Philippe BOLLE, administrateur du  
Conseil d'Orientation et de Surveillance

Transmis au contrôle  
de légalité le 14/10/2021  
Affiché le 14/10/2021





## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil d'Orientation et de Surveillance

Séance du 30 septembre 2021

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance de la Caisse de Crédit Municipal de NANCY s'est réuni le 30 septembre 2021 à 17h30 sous la présidence de Mme Nadège NICOLAS.

**Présents** : Mme Nadège Nicolas, M. Jean-Philippe BOLLE, M. Arnaud BERNEZ (en visioconférence), Mme Estelle MERCIER, M. Nathan ROY, M. Michel FICK

**Absent(es) excusé(es)** : M. Mathieu KLEIN, Mme Florence LEGROS, Mme Sylvie BABIGEON

**Nombre d'administrateurs en exercice** : 9 – Le quorum (2/3 des membres présents ou représentés) étant atteint.

**Ont donné pouvoir :**

Mme Sylvie BABIGEON à M. Jean-Philippe BOLLE  
M. Mathieu KLEIN à Mme Estelle Mercier  
Mme Florence LEGROS à Mme Nadège Nicolas

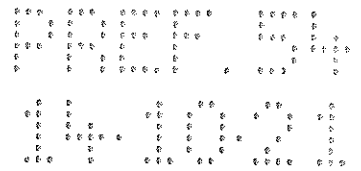
**Secrétaire de séance** : M. Michel FICK

**Objet**: Avenant à la convention de partenariat avec L'Union Départementale des Associations Familiales( UDAF54)

**Objet de l'avenant :**

L'Udaf 54 et le Crédit Municipal de Nancy (CMN) ont signé le 25/06/2021 une convention de partenariat. Les partenaires ont signé le 25/06/2021 une convention de partenariat visant à la prise en charge par le Point Conseil Budget labellisé de l'Udaf 54 des publics orientés par le Crédit Municipal de Nancy avec pour objectif de renforcer la prévention de leurs difficultés financières et d'améliorer l'orientation et le conseil des personnes qui y sont confrontées.

Le présent avenant a pour objectif de compléter cette convention en proposant aux personnes identifiées par le CMN de pouvoir accéder au microcrédit personnel afin de financer un projet à visée d'insertion sociale en étant aidées et accompagnées par l'Udaf 54 (évaluation de la solvabilité, dépôt du dossier auprès de l'organisme financier, accompagnement pendant la durée de remboursement du prêt).



## Définition du Micro-Crédit Personnel.

Le microcrédit personnel (MCP) permet à des populations de la Meurthe et Moselle exclues du crédit de pouvoir accéder à un financement, avec une capacité minimale à rembourser, pour réaliser les projets favorisant leur insertion personnelle et sociale et lutter contre leur exclusion. L'accès au microcrédit apporte une réponse accompagnée et de proximité à ces personnes pour accéder à un financement subsidiaire ou complémentaire des aides sociales possibles.

### Exposé des motifs :

Le CMN recueille un certain nombre de demandes de crédit, auxquelles il ne peut réserver une solution par ses prestations habituelles (prêt sur gage ou prêt personnel), les demandeurs ne pouvant répondre aux conditions nécessaires correspondantes (pas d'objet de valeur à déposer, pas d'emploi stable, etc.). Or, ces demandes correspondent généralement à des besoins liés à des projets d'insertion personnelle ou sociale (emploi, logement, santé, mobilité, etc.), ce qui est la vocation du microcrédit social personnel.

De son côté, avec le soutien de la Banque des Territoires, l'Udaf 54 a été labellisée **Plateforme départementale de microcrédit personnel** avec les objectifs suivants :

- 1/ Créer un réseau d'organismes en contact avec le public concerné par le MCP.
- 2/ Recevoir le public orienté par un partenaire et instruire directement ses demandes de MCP.
- 3/ Proposer aux emprunteurs un accompagnement budgétaire et financier pour la durée de remboursement et pour conforter la réalisation du projet financé.
- 4/ Créer un réseau d'opérateurs distributeurs du microcrédit personnel.

Le présent avenant vise donc à orienter les personnes identifiées par le CMN vers l'offre d'accès accompagné au microcrédit personnel proposée par l'Udaf 54.

### Contenu de l'avenant :

Le CMN s'engage à pré-instruire et transmettre par mail à l'Udaf 54 les demandes de microcrédit qu'il identifie, sous forme d'une fiche de renseignements fournie par l'UDAF 54.

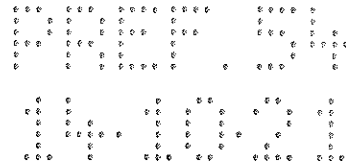
De son côté, l'Udaf 54 s'engage à vérifier l'éligibilité des personnes orientées par le CMP au MCP, puis si ils sont éligibles, les rencontrer et instruire leur demande de prêt, et faire un retour d'information au CMN.

### Transmission de données :

L'accord de la personne est nécessaire pour la transmission d'informations la concernant. Les échanges entre le CMN et le l'UDAF 54 sont confidentiels.

### Durée de la convention :

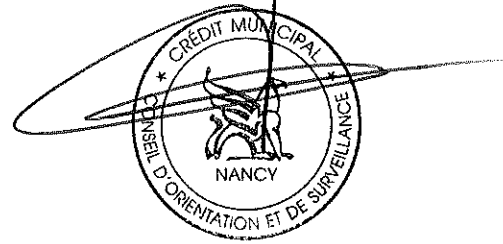
La présente convention s'applique jusqu'à dénonciation par l'un des partenaires.



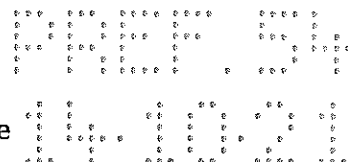
Le conseil après avoir délibéré, à l'unanimité :

- Approuve l'avenant à convention de partenariat avec l'UDAF 54
- Autorise le directeur à signer la convention et tout document y afférent

Pour extrait conforme,  
Nadège NICOLAS, Vice-Présidente du  
Conseil d'Orientation et de Surveillance



Transmis au contrôle  
de légalité le 14/10/2021  
Affiché le 14/10/2021



## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil d'Orientation et de Surveillance

Séance du 30 septembre 2021

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance de la Caisse de Crédit Municipal de NANCY s'est réuni le 30 septembre 2021 à 17h30 sous la présidence de Madame Nadège NICOLAS.

**Présents** : Mme Nadège Nicolas, M. Jean-Philippe BOLLE, M. Arnaud BERNEZ (en visioconférence), Mme Estelle MERCIER, M. Nathan ROY, M. Michel FICK

**Absent(es) excusé(es)** : M. Mathieu KLEIN, Mme Florence LEGROS, Mme Sylvie BABIGEON

**Nombre d'administrateurs en exercice** : 9 – Le quorum (2/3 des membres présents ou représentés) étant atteint.

**Ont donné pouvoir :**

Mme Sylvie BABIGEON à M. Jean-Philippe BOLLE  
M. Mathieu KLEIN à Mme Estelle Mercier  
Mme Florence LEGROS à Mme Nadège Nicolas

**Secrétaire de séance** : M. Michel FICK

**Objet : Convention avec la Ligue de l'enseignement 54**

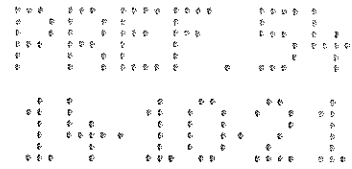
Le crédit municipal, dans le cadre de sa mission de service public d'aide sociale, souhaite recourir à un service civique dont la mission sera de contribuer à étendre les missions sociales et solidaires de l'établissement auprès des jeunes, en particulier des étudiants.

Le volontaire accompagnera notamment la Direction dans l'organisation d'événements exceptionnels (exemple : vente aux enchères solidaire).

Cette mission permettra au volontaire de découvrir et d'aider un établissement séculaire à vocation sociale ; de développer des compétences dans le domaine de la communication, notamment numérique ; d'animer un réseau de partenaires, etc.

La mission proposée serait d'une durée de 8 mois (maximum autorisé) pour une durée de 24h/semaine.

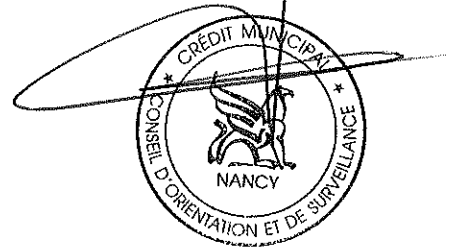
En tant qu'établissement public, recourir au dispositif de service civique est possible. Le recrutement peut se faire selon certaines conditions dont celle d'être agréé. Afin d'aller plus vite dans ce recrutement, il est possible de conventionner auprès d'un organisme lui-même agréé. C'est le cas de la ligue de l'enseignement 54.



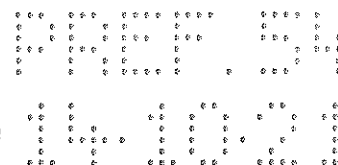
Le conseil après avoir délibéré à l'unanimité :

- Approuve le recrutement d'un jeune en service civique
- Approuve l'adhésion à la ligue de l'enseignement 54 et la signature de la convention d'adhésion par le directeur et tous documents y afférent.

*Pour extrait conforme,*  
Nadège NICOLAS, Vice-Présidente du  
Conseil d'Orientation et de Surveillance



Transmis au contrôle  
de légalité le 14/10/2021  
Affiché le 14/10/2021



## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil d'Orientation et de Surveillance

Séance du 30 septembre 2021

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance de la Caisse de Crédit Municipal de NANCY s'est réuni le 30 septembre 2021 à 17h30 sous la présidence de Madame Nadège NICOLAS.

**Présents** : Mme Nadège Nicolas, M. Jean-Philippe BOLLE, M. Arnaud BERNEZ (en visioconférence), Mme Estelle MERCIER, M. Nathan ROY, M. Michel FICK

**Absent(es) excusé(es)** : M. Mathieu KLEIN, Mme Florence LEGROS, Mme Sylvie BABIGEON

**Nombre d'administrateurs en exercice** : 9 – Le quorum (2/3 des membres présents ou représentés) étant atteint.

**Ont donné pouvoir :**

Mme Sylvie BABIGEON à M. Jean-Philippe BOLLE

M. Mathieu KLEIN à Mme Estelle Mercier

Mme Florence LEGROS à Mme Nadège Nicolas

**Secrétaire de séance** : M. Michel FICK

**Objet : Modification des horaires d'ouverture au public et adaptation du temps de travail des agents**

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

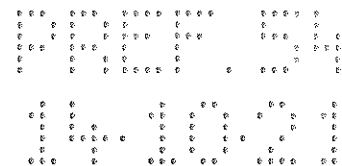
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale.

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;





Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis favorable du comité technique du 27 septembre 2021,  
Vu la concertation du personnel,

### Exposé des motifs :

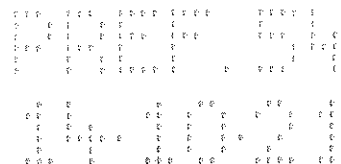
Une enquête menée auprès des usagers du Crédit Municipal de Nancy a mis en évidence l'inadaptation partielle des horaires d'ouverture des services du prêt sur gage, en particulier pour les personnes exerçant une activité professionnelle. Parallèlement, une concertation a été lancée auprès des agents sur l'évolution des horaires.

A l'issue de ces deux démarches, il est proposé d'étendre les horaires d'ouverture au public et, ce faisant, d'adapter le cycle de travail des agents.

Il est ainsi proposé d'avancer l'heure d'ouverture matinale, d'augmenter la plage d'ouverture « médiane » et, dans un souci de clarté, d'homogénéiser les horaires matinaux. Les tableaux ci-après, pour le premier rappelle les horaires actuels, pour le second propose l'augmentation des plages d'ouverture au public. On passerait ainsi de 30,5 à 34 heures d'ouverture.

JOURS	HORAIRE ACTUEL D'OUVERTURE AU PUBLIC			
	MATIN		APRES-MIDI	
LUNDI	08:30	12:15	13:30	16:30
MARDI	08:30	12:15	13:30	16:30
MERCREDI	08:30	12:15	13:30	16:30
JEUDI	08:30	12:15	13:30	16:30
VENDREDI	08:30	12:00		
<b>TOTAL</b>	<b>30,5 HEURES</b>			

JOURS	NOUVEAUX HORAIRE D'OUVERTURE AU PUBLIC			
	MATIN		APRES-MIDI	
LUNDI	08:15	12:15	13:00	16:30
MARDI	08:15	12:15	13:00	16:30
MERCREDI	08:15	12:15	13:00	16:30
JEUDI	08:15	12:15	13:00	16:30
VENDREDI	08:15	12:15		
<b>TOTAL</b>	<b>34 HEURES</b>			



Ces nouveaux horaires feront l'objet d'une évaluation et pourront être réadaptés en fonction des résultats.

**Rappel du contexte réglementaire :**

La durée et l'aménagement du temps de travail des agents territoriaux sont fixés par l'organe délibérant, après avis du comité technique. Par ailleurs, le travail est organisé selon des périodes de référence appelées cycles de travail.

Les horaires de travail sont définis à l'intérieur du cycle, qui peut varier entre le cycle hebdomadaire et le cycle annuel.

Le décompte du temps de travail effectif s'effectue sur l'année, la durée annuelle de travail ne pouvant excéder 1607 heures, sans préjudice des heures supplémentaires susceptibles d'être accomplies.

Ce principe d'annualisation garantit une égalité de traitement en ce qui concerne le temps de travail global sur 12 mois, tout en permettant des modes d'organisation de ce temps différents selon la spécificité des missions exercées.

Ainsi, les cycles peuvent varier en fonction de chaque service ou encore en prenant en considération la nature des fonctions exercées.

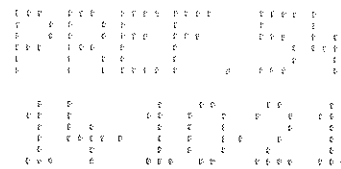
Les collectivités peuvent définir librement les modalités concrètes d'accomplissement du temps de travail dès lors que la durée annuelle de travail et les prescriptions minimales suivantes prévues par la réglementation sont respectées :

La durée annuelle légale de travail pour un agent travaillant à temps complet est fixée à 1.607 heures (soit 35 heures hebdomadaires) calculée de la façon suivante :

Nombre total de jours sur l'année	365
Repos hebdomadaires : 2 jours x 52 semaines	104
Congés annuels : 5 fois les obligations hebdomadaires de travail	25
Jours fériés	8
Nombre de jours travaillés	= 228
Nombre de jours travaillées = Nb de jours x 7 heures	1596 h arrondi à 1.600 h
+ Journée de solidarité	+ 7 h
Total en heures :	1.607 heures

La durée quotidienne de travail d'un agent ne peut excéder 10 heures ;

- Aucun temps de travail ne peut atteindre 6 heures consécutives de travail sans que les agents ne bénéficient d'une pause dont la durée doit être au minimum de 20 minutes ;
- L'amplitude de la journée de travail ne peut dépasser 12 heures ;



- Les agents doivent bénéficier d'un repos journalier de 11 heures au minimum ;
- Le temps de travail hebdomadaire, heures supplémentaires comprises, ne peut dépasser 48 heures par semaine, ni 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives ;
- Les agents doivent disposer d'un repos hebdomadaire d'une durée au moins égale à 35 heures et comprenant en principe le dimanche.

Le Directeur rappelle enfin que pour des raisons d'organisation et de fonctionnement des services, et afin de répondre au mieux aux besoins des usagers, il convient en conséquence d'instaurer un cycle de travail commun permettant d'étendre la plage horaire d'accueil du public.

**Le Directeur propose à l'assemblée :**

➤ Fixation de la durée hebdomadaire de travail

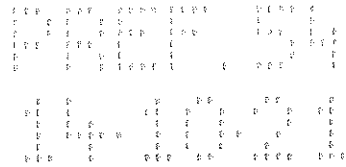
Entendu la volonté commune d'étendre la plage horaire d'accueil du public,

Il est proposé de fixer la durée hebdomadaire de travail à 38 heures/semaine. Compte-tenu de la durée hebdomadaire de travail choisie, les agents bénéficieront de 18 jours de réduction de temps de travail (ARTT) afin que la durée annuelle du travail effectif soit conforme à la durée annuelle légale de 1607 heures.

Pour les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel, le nombre de jours ARTT est proratisé à hauteur de leur quotité de travail (dont le nombre peut-être arrondi à la demi-journée supérieure

Durée hebdomadaire de travail	39h	38h	37h	36h
Nb de jours ARTT pour un agent à temps complet	23	18	12	6
Temps partiel 80%	18,4	14,4	9,6	4,8
Temps partiel 50%	11,5	9	6	3

Les absences au titre des congés pour raison de santé réduisent à due proportion le nombre de jours RTT que l'agent peut acquérir, conformément aux préconisations de la circulaire du 18 janvier 2012 relative aux modalités de mise en œuvre de l'article 115 de la loi n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 de finances pour 2011.



Ne sont, toutefois, pas concernés les congés de maternité, adoption ou paternité et les autres congés particuliers comme le congé pour exercer un mandat électif local, les décharges d'activité pour mandat syndical, ou encore le congé de formation professionnelle.

➤ **Détermination du cycle de travail :**

Dans le respect du cadre légal et réglementaire relatif au temps de travail, l'organisation du cycle de travail au sein des services de l'établissement est fixée comme il suit :

Les services administratifs/accueil prêt sur gage

Les agents des services administratifs seront soumis à un cycle de travail hebdomadaire : semaine à 38 heures sur 4.5 jours.

Les services seront ouverts au public du lundi au jeudi 8h15 à 12h15 et de 13h à 16h30.

Et le vendredi de 8h15 à 12h15.

Au sein de ce cycle hebdomadaire, les agents seront soumis à des horaires fixes du lundi au jeudi de 8h06 à 12h30 et de 13h à 17h00 et le vendredi de 08h06 à 12h30.

	Horaires DE TRAVAIL DES AGENTS				TOTAL
LUNDI	08:06	12:30	13:00	17:00	08:24
MARDI	08:06	12:30	13:00	17:00	08:24
MERCREDI	08:06	12:30	13:00	17:00	08:24
JEUDI	08:06	12:30	13:00	17:00	08:24
VENDREDI	08:06	12:30			04:24
					38:00:00

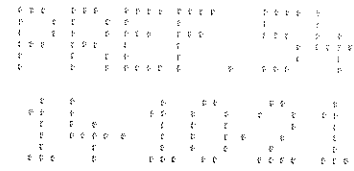
➤ **Modalités d'utilisation des ARTT**

Ne pouvant être indemnisés, les jours ARTT feront l'objet d'une compensation sous forme de jours de repos définis en accord avec la direction, en fonction des nécessités de service et des obligations de continuité de service public.

La pose des jours d'ARTT s'effectuera selon les mêmes modalités que celles définies pour les congés annuel.

Les jours ARTT accordés au titre d'une année civile constituent un crédit ouvert au début de l'année civile considérée. Les congés pour raisons de santé réduisent à due proportion le nombre de jours ARTT acquis annuellement pour les agents qui se sont absents.

Les jours ARTT ne sont pas défalqués à l'expiration du congé pour raisons de santé, mais au terme de l'année civile de référence. Cette règle s'articule ainsi avec les règles d'alimentation du compte épargne temps. Dans l'hypothèse où le nombre de jours ARTT à défalquer serait supérieur au nombre de jours ARTT accordés au titre de l'année civile, la déduction peut s'effectuer sur l'année N+1. En cas de mobilité, un solde de tout compte doit être communiqué à l'agent concerné.



La règle de calcul est la suivante :

En régime hebdomadaire, le décompte du temps de travail annuel s'exprime en nombre de jours ouvrables, au nombre de 228, après exclusion de 104 jours de repos hebdomadaires, de 25 jours de congés annuels et de 8 jours fériés.

Soit N1 le nombre de jours ouvrables en régime hebdomadaire (N1 = 228).

Soit N2 le nombre maximum de journées ARTT générées annuellement en régime hebdomadaire.

Le quotient de réduction Q résultant de l'opération arithmétique N1/N2 correspond au nombre de jours ouvrés à partir duquel une journée ARTT est acquise. En conséquence, dès lors qu'un agent, en cours d'année, atteint en une seule fois ou cumulativement, un nombre de jours d'absence pour raisons de santé égal à Q, il convient d'amputer son crédit annuel de jours ARTT d'une journée.

Exemple :

En régime hebdomadaire à 38h

Pour les personnels soumis à ce régime de travail, 228 jours ouvrables annuellement générant 18 jours ARTT, le quotient de réduction Q est égal à  $228 / 18 = 12,6$  jours de travail, arrondis à 13.

Dès que l'absence du service atteint 13 jours, une journée ARTT est déduite du capital de 18 jours ARTT (soit deux journées ARTT déduites pour 26 jours d'absence...).

**Les jours ARTT doivent être pris au cours de la période de référence** et ne peuvent être reportés.

Au terme de cette période, les jours restants qui n'auront pas été pris pourront, à la demande de l'agent concerné, être épargnés sur un compte épargne temps ou seront perdus définitivement. Les jours RTT non pris, ne donnent lieu à aucune indemnité compensatrice.

Les jours d'ARTT non pris et non épargnés au départ de l'agent seront définitivement perdus et ne pourront pas faire l'objet d'une indemnisation.

Compte tenu du fonctionnement particulier du crédit municipal de Nancy, un agent en RTT pourra faire l'objet d'un rappel si les nécessités de service l'exigent. L'exigence de fonctionnement du crédit municipal, reposant en partie sur la réglementation bancaire, exige un minimum de deux agents au guichet.

Il est proposé la mise en application de ces nouveaux horaires à partir du 1er octobre 2021. Le nombre de jours de RTT seront ainsi proratisés.



## Extrait du Registre des Délibérations du Conseil d'Orientation et de Surveillance

Séance du 30 septembre 2021

Le Conseil d'Orientation et de Surveillance de la Caisse de Crédit Municipal de NANCY s'est réuni le 30 septembre 2021 à 17h30 sous la présidence de Madame Nadège NICOLAS.

**Présents** : Mme Nadège Nicolas, M. Jean-Philippe BOLLE, M. Arnaud BERNEZ (en visioconférence), Mme Estelle MERCIER, M. Nathan ROY, M. Michel FICK

**Absent(es) excusé(es)** : M. Mathieu KLEIN, Mme Florence LEGROS, Mme Sylvie BABIGEON

**Nombre d'administrateurs en exercice** : 9 – Le quorum (2/3 des membres présents ou représentés) étant atteint.

**Ont donné pouvoir :**

Mme Sylvie BABIGEON à M. Jean-Philippe BOLLE

M. Mathieu KLEIN à Mme Estelle Mercier

Mme Florence LEGROS à Mme Nadège Nicolas

**Secrétaire de séance** : M. Michel FICK

**Objet : Mise en œuvre de la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité**

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu le décret n° 2005-324 du 7 avril 2005 relatif à la transmission par voie électronique des actes des collectivités territoriales soumis au contrôle de légalité et modifiant la partie réglementaire du code général des collectivités territoriales,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2131-1, L 3131-1 et L 4141-1,

Considérant que les collectivités territoriales ont été sollicitées par l'Etat pour que les actes administratifs et les documents budgétaires soient désormais transmis par voie électronique en remplacement de la forme papier,

Considérant que le crédit municipal de Nancy souhaite s'engager dans la dématérialisation de la transmission de ses actes soumis au contrôle de légalité à la préfecture,



Le Conseil après avoir délibéré à l'unanimité :

- S'engage dans la télétransmission des actes administratifs et budgétaires au contrôle de légalité,
- Autorise Monsieur le Directeur à signer un contrat ou une convention de souscription entre l'établissement et un opérateur homologué par le Ministère de l'Intérieur dit « opérateur de transmission »
- Autorise Monsieur le Directeur à signer le contrat de souscription entre l'établissement et un prestataire de service pour la délivrance de certificats électroniques,
- Autorise Monsieur le Directeur à signer la convention de mise en œuvre de la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité avec la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

Pour extrait conforme,  
Nadège NICOLAS, Vice-Présidente du  
Conseil d'Orientation et de Surveillance

Transmis au contrôle  
de légalité le 14/10/2021  
Affiché le 14/10/2021

